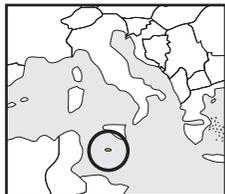


## Il est temps de se réveiller



Les Maltais doivent commencer à se concevoir comme étant des « dépositaires et des administrateurs » de l'environnement plutôt que ses « propriétaires » afin de promouvoir ainsi le développement durable. Les citoyens doivent prendre conscience de la dégradation de l'environnement et de la distribution inégale des ressources qui sont les conséquences directes de leur égoïsme, leur indifférence et leur autosuffisance. Les Maltais doivent apprendre à utiliser les ressources naturelles limitées de façon plus prudente. Pour prendre soin de l'environnement il faut appliquer le principe de subsidiarité — principe qui est associé à la décentralisation du pouvoir et à la provision d'un milieu favorable — qui doit se traduire par une intégration et une coordination plus efficaces des responsables.

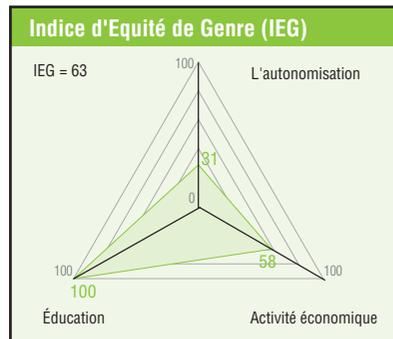
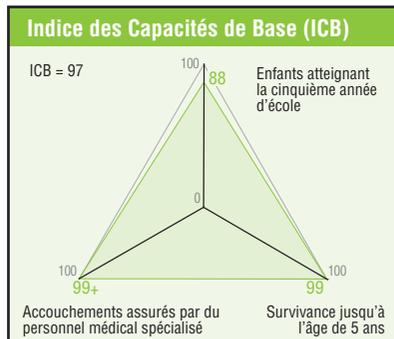
Kopin Malta  
J.M. Sammut

L'engagement de Malte envers les idéaux des Nations Unies, en particulier envers les questions environnementales, est notoire suite au rôle de leader que le pays a joué en 1967 lorsque il a introduit le concept de bien commun de l'humanité à propos des fonds marins des mers internationales et des océans et de leur sous-sol. Ceci a conduit à l'approbation de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en 1982 et à l'initiative de 1989 sur la protection du climat mondial pour toutes les générations, présentes et à venir, de l'humanité.

Cependant, bien que le pays ait été un des premiers à reconnaître l'existence de problèmes environnementaux mondiaux, sa première stratégie nationale pour le développement durable n'a été publiée qu'en décembre 2006<sup>1</sup>. Ce sont les nombreuses ONG nationales qui se sont occupées habituellement des différents problèmes environnementaux. Certaines d'entre elles sont en activité depuis 1960 et continuent encore aujourd'hui à relever les défis que représente la croissante demande commerciale et nationale pour la terre, la mer et l'air du pays. Les recherches montrent que s'agissant d'un petit archipel densément peuplé, Malte doit utiliser ses ressources naturelles limitées avec beaucoup de prudence et de façon éthique<sup>2</sup>. Le rythme effréné du marché et un style de vie hyper-consumériste, centré sur l'obtention de bénéfices et la satisfaction des besoins individuels, peuvent nuire au bien-être social de la société maltaise, non seulement actuellement mais aussi à l'avenir.

### Changement climatique

La température moyenne annuelle de l'air à Malte a augmenté de 0,23°C par décennie lors des 50 dernières années<sup>3</sup>. Il est prévu que le réchauffement mondial provoque un climat extrême et hasardeux dans le pays, avec des vagues de chaleur prolongées provenant du Sahara, des périodes de pluie plus courtes et intenses et des saisons sèches plus longues, climat qui sera nui-



sible aussi bien aux habitants qu'à l'industrie touristique. L'augmentation de la température s'accompagnera d'un grave manque de précipitations en raison de la réduction drastique des pluies dans la Méditerranée centrale.

Les émissions de gaz à effet de serre de Malte ont augmenté de 2,1 % par an depuis 1990 jusqu'en 2008. La plus forte augmentation s'est produite en 1991, où on a enregistré une hausse de 8,7 %. Les années 1995, 2004 et 2008 ont été les seules avec une réduction de ces émissions<sup>4</sup>. Le secteur de l'énergie a été le plus grand responsable des émissions de gaz à effet de serre depuis 2000 jusqu'en 2008, avec une émission moyenne de 90,4 % du total. Les industries de génération d'énergie, avec une moyenne de 73,5 % des émissions, étaient à la tête du secteur, suivies par les transports qui enregistraient une moyenne de 19,8 % du total du secteur. Malte possède 721 véhicules recensés par 1000 habitants<sup>5</sup>. Afin de réduire les émissions et la grande dépendance des automobiles privées, un nouveau système de transport public a été mis en place en juillet 2011<sup>6</sup>. Le Gouvernement offrira aussi des incitatifs pour l'achat de voitures peu polluantes et découragera la demande de voitures qui polluent davantage comme le font les vieux modèles.

La Stratégie nationale pour les politiques et les mesures de réduction concernant les émissions de gaz à effet de serre<sup>7</sup> établi qu'en tant que membre de

l'UE, Malte doit atteindre en 2020 une réduction de 20 % du niveau de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) enregistré en 1990 et garantir que 10 % de l'énergie soit générée par des sources alternatives propres. Dans les secteurs des transports, de l'agriculture et de la gestion des déchets l'objectif est qu'en 2020 les émissions de gaz ne dépassent pas de 5 % au maximum celles de 2005. Le pays doit scrupuleusement mettre en œuvre les mesures établies par le Comité pour le changement climatique<sup>8</sup>, rechercher une utilisation plus efficace des ressources dans la génération d'énergie et s'engager fortement vers l'utilisation maximale des sources renouvelables d'énergie telles que l'énergie éolique ou photovoltaïque, afin de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Si ces objectifs ne sont pas atteints, les conséquences seront négatives aussi bien pour l'économie que pour le secteur social.

### Utilisation de la terre

Malte possède un territoire de 314 km<sup>2</sup> et environ 412 970 habitants (1307 personnes par km<sup>2</sup>), l'île reçoit la visite de 1,2 million de touristes par an<sup>9</sup>. Les statistiques indiquent que 27,7 % du territoire était urbanisé en 2005<sup>10</sup>. Le développement excessif est le problème environnemental le plus urgent qui a produit une grande perte de la biodiversité, des ressources naturelles et aussi de terres pour l'agriculture<sup>11</sup>. Ainsi même, le recensement de population et de logement de 2005 a révélé qu'il existait plus de

1 Commission nationale pour le développement durable, *A Sustainable Development Strategy for the Maltese Islands 2007-2016*, (2006).

2 Autorité d'aménagement du territoire et de l'environnement de Malte (MEPA), *The Environment Report 2008*, (2008), <www.mepa.org.mt/ter>; S. Martin, *The Environmental Deficit: The Reform of MEPA and Other Environmental Regulatory Authorities*, (La Valette : Institut de Politiques publiques actuelles, 2008).

3 MEPA, op. cit.

4 Eurostat, *Greenhouse Gas Emissions*.

5 Bureau national des statistiques, *Malta in Figures 2010*, (La Valette : 2010).

6 D.Lindsay, "New Public Transport System Unveiled," *The Malta Independent*, (7 de novembre 2010).

7 Ministère des Ressources et des affaires rurales, *National Strategy for Policy and Abatement Measures Relating to the Reduction of Greenhouse Gas Emissions*, (La Valette : septembre 2009), <opm.gov.mt/file.aspx?f=1439>.

8 Ibid.

9 Bureau national des statistiques, *Malta in Figures 2010*, (La Valette : 2010), op. cit.

10 Bureau national des statistiques, *Sustainable Development Indicators for Malta 2010*, (La Valette : 2010).

11 Ibid.

53 000 propriétés non occupées. Plus d'un quart des logements de Malte sont vides<sup>12</sup>.

L'Autorité de l'aménagement du territoire et de l'environnement (MEPA) réglemente l'utilisation de la terre et dirige aussi l'agence de protection de l'environnement. Beaucoup de violations au plan d'aménagement du territoire se sont produites, particulièrement en ce qui concerne les constructions en dehors de la zone officielle de développement (ZOD)<sup>13</sup>. L'Autorité a été la cible de beaucoup de critiques à cause de sa réaction face à ceux qui violent les dispositions, sévère avec les plus faibles et laxiste avec les plus puissants<sup>14</sup>. L'extension des zones de construction la veille d'une élection parlementaire disputée<sup>15</sup> et accompagnée d'une série d'incidents très médiatiques donne la perception qu'il existe une interférence politique dans le processus d'aménagement du territoire ce qui a pour effet de discréditer la MEPA.

La construction et les démolitions produisent presque 90 % des déchets annuels du pays<sup>16</sup>. En outre, elles entraînent des problèmes liés à la génération de fines particules qui polluent l'air<sup>17</sup>. Le recyclage et la réutilisation de pierres, de blocs de béton et des plafonds n'ont pas encore été abordés. Le manque de terres oblige à une gestion minutieuse des constructions qui assure la meilleure qualité de vie possible avec le moindre risque pour la santé humaine, et qui stimule l'identité culturelle et sociale des populations. Les ONG environnementales de Malte insistent dans leurs réclamations face aux hommes politiques et aux autorités publiques au sujet de la dégradation du patrimoine naturel<sup>18</sup>.

Le personnel de la MEPA doit suivre le code de conduite<sup>19</sup> présenté aux directeurs et employés de la MEPA en 2008 et élaborer des systèmes et des procédures qui assurent la transparence, l'efficacité et la responsabilité de l'utilisation durable de la terre ainsi que l'élimination de la spéculation de la terre. Il est essentiel que les membres du conseil d'administration de la MEPA ne soient pas des hommes politiques mais plutôt des spécialistes de l'aménagement du territoire, des écologistes et d'autres membres de la société civile qui se soucient du problème environnemental. Seulement de cette façon pourra-t-on considérer que la MEPA protège l'environnement.

## L'eau

L'eau est une marchandise rare dans le pays. La moyenne annuelle des précipitations est de 600 mm<sup>20</sup>. La qualité ainsi que la quantité d'eau superficielle sont en risque principalement à cause de la surexploitation de la distribution publique de l'eau et du pompage privé non contrôlé<sup>21</sup>. C'est ainsi qu'augmentent la salinité et aussi la pollution par excès de nitrates et d'autres polluants liés à l'agriculture.

Plus de la moitié de la production d'eau est réalisée par osmose inverse dans des usines de désalinisation qui sont très coûteuses et qui contribuent à l'émission de gaz à effet de serre<sup>22</sup>. Récemment il y a eu des ajustements périodiques des tarifs qui ont contribué à la diminution de la demande générale d'eau. Le pays possède trois usines de traitement des eaux usées qui produisent un volume important d'eau de deuxième qualité. Alors que l'usine de traitement la plus ancienne, qui fonctionne depuis 1980, distribue cette eau aux agriculteurs pour l'irrigation, les usines de traitement plus récentes déversent cette eau à la mer<sup>23</sup>. Il faudrait cependant utiliser cette eau pour l'agriculture ou pour les industries qui demandent de grandes quantités d'eau.

## Signes positifs

Pendant trois ans la MEPA a publié des rapports environnementaux annuels montrant des signes positifs de durabilité environnementale. *Le rapport environnemental 2008*<sup>24</sup> indique que 99 % des zones de baignade autour de Malte et de Gozo respectent les standards de l'UE pour les eaux de baignade (selon la directive européenne concernant les eaux de baignade)<sup>25</sup>.

Le rapport souligne aussi que la tendance générale depuis l'an 2000 est au découplage entre la consommation d'énergie et l'activité économique, indiquant ainsi que l'économie du pays est de plus en plus efficace du point de vue énergétique. L'efficacité en ce qui concerne l'utilisation des matériaux s'est également vue accrue. Les prévisions initiales montrent que la consommation intérieure de matériaux de Malte, qui mesure la quantité de matériaux consommés par l'économie nationale, a diminué entre 2004 et 2006, ce qui est un indice de l'accroissement de l'efficacité de l'utilisation des matériaux employés dans l'activité économique.

## Conclusion

Une gestion des ressources plus intégrée afin de conserver l'environnement pour les générations à venir est nécessaire. Le pays doit saisir les occasions économiques émergentes créées par la science et la

technologie et favoriser les techniques de développement durable et le travail éventuel qui en découle. Le Gouvernement doit attribuer des fonds aux diplômés universitaires dans le domaine de la recherche et du développement ainsi qu'aider l'industrie à développer des produits et des processus innovateurs.

La prise de conscience publique et l'éducation jouent aussi un rôle fondamental pour assurer le respect et la conservation de l'environnement. Les recherches environnementales doivent occuper une place importante dans les plans de recherche nationaux. Il est aussi nécessaire de créer des programmes d'éducation tout au long de la vie, centrés sur la possibilité d'avoir de précieuses expériences d'apprentissage stimulant une conduite durable, dans les institutions éducatives, sur les lieux de travail, dans les familles et dans la communauté. Le Gouvernement doit créer différents points de prise de conscience pour que tous les secteurs de la population bénéficient de l'éducation formelle et non formelle pour le développement durable. La diffusion de l'information, la communication et l'éducation peuvent aider les communautés à identifier les sujets importants, à reconnaître les problèmes et à développer les solutions. Une plus grande connaissance permet aux citoyens de choisir leurs attitudes, leurs comportements et leurs styles de vie de façon responsable et informée.

La politique joue un rôle important dans la promulgation des directives et des lois pour un environnement durable. Les standards environnementaux ne seront pas accomplis à moins qu'ils soient soutenus par des lois promulguées par le parlement. La participation des hommes politiques a quelquefois entravé les actions des agents de la MEPA et des ONG environnementales visant à faire respecter les directives<sup>26</sup>. Les tribunaux doivent assurer que l'administration de la justice reflète la gravité des délits. Le principe de « qui pollue paye », qui s'applique déjà dans certaines régions, doit être étendu<sup>27</sup>. Les impôts environnementaux et les contributions écologiques doivent être utilisés pour stimuler un changement de comportement par le biais de la pénalisation des grands pollueurs, et il faut investir cet argent dans des sources d'énergie propre et renouvelable ou dans la recherche sur le développement durable. Malte doit réduire les émissions de gaz à effet de serre pour accomplir ses objectifs en tant que membre de l'UE.

Tout le monde joue un rôle important dans la promotion du développement durable. La représentation et la participation de la société civile doivent s'appliquer à tous les niveaux de la prise de décisions. Les représentants des organismes de la société civile, nommés par leur propres entités, doivent participer au conseil d'administration des institutions nationales telles que la MEPA, le conseil pour le développement économique et social de Malte (MCESD), l'autorité des ressources de Malte (MRA) et l'autorité des transports de Malte (MTA). ■

12 Bureau national des statistiques, *Census of Population and Housing 2005: Preliminary Report*, (La Valette : 2010).

13 Bureau national des statistiques, *Sustainable Development Indicators for Malta 2010*, op. cit.

14 Sciluna, op. cit.

15 Ibid.

16 Bureau national des statistiques, *Solid Waste Management: 2004–2008*, (25 janvier 2010).

17 Ibid.

18 Nature Trust Malta, "Rape of Natural Heritage Continues," *Gozo News*, (juillet 2007). <gozonews.com/986/rape-of-natural-heritage-continues-nature-trust>; The Times, *2,500 Outside Development Zone Permits Issued in Two Years*, (24 mars 2008), <www.timesofmalta.com/articles/view/20080324/local/2-500-outside-development-zone-permits-issued-in-two-years.201333>; Nature Trust Malta, *NTM Amazed on What Grounds MEPA Issued the Permit to a Fish Packing Factory at Imgiebah*, (2011).

19 MEPA, *Good Conduct: A Code of Ethics and Code of Practice for MEPA Staff and Appointees*, (2008).

20 Bureau national des statistiques, *Malta in Figures 2010*, (La Valette : 2010), op. cit.

21 K. Sansone, "Farmers Extract More Groundwater than WSC," *The Times*, (23 mars 2010).

22 Bureau national des statistiques, *World Water Day 2009*, (La Valette : 2009).

23 M. Cremona, "Averting a Water Crisis," *Malta Today*, (7 mars 2010); J. Debono, "Malta Dumps 6,500 Cubic Metres of Water a Day," *Malta Today*, (12 octobre 2008).

24 MEPA, op. cit.

25 European Commission, *The 2006 Bathing Water Directive*, (2006).

26 Sciluna, op. cit.; F. Vella, *Mistra Development: Calls for JPO to Resign, While He Waits for Police Inquiry to End*, *Malta Independent*, (19 mars 2008); P. Cachia y N. Laviera, *DCC, MEPA Chairman Reacts to Auditor's Report on 'Irregular Supermarket Permit*, *Di-ve News*, (28 février 2008), <www.di-ve.com/Default.aspx?ID=72&Action=1&NewsID=50003&newscategory=36>.

27 MEPA, *Polluter Pays Principle*, <www.mepa.org.mt/tf04\_ppp>.